



Un guide pour
décoloniser le langage
de la conservation

Survival



“Vos zones de conservation sont une zone de guerre pour nous.”

Leader massai, Loliondo

Première publication 2022

© Survival International

Table des matières

Introduction	03
Définissons quelques termes de base :	05
La conservation-forteresse	07
La conservation coloniale	07
L'industrie de la conservation	08
Termes à revoir	10
Gibier vs Viande de brousse	11
Chasse vs Braconnage	11
Exploration vs Invasion	12
Fermiers vs Éleveurs pastoraux	12
Voyageurs vs Nomades	13
Coexistence humains-faune vs Conflit	13
Clichés et concepts controversés	15
Gardes forestiers	16
Aires protégées	16
Nature sauvage/vierge/intouchée/intacte	17
Nature	17
Neutralité carbone	18
Compensation carbone et crédits carbone	18

Table des matières

Solutions fondées sur la nature (SfN)	20
Utilisation durable des ressources	21
Surpopulation	23
Consultation/Consentement libre, informé et préalable	23
"Relocalisation volontaire"	24
Restauration	24
Reboisement/Boisement	28

Introduction

Ce guide, qui ne se veut pas exhaustif, constitue **une ressource de base** pour toute personne qui écrit ou parle de la conservation, du changement climatique et de la protection de la nature.

Les preuves scientifiques montrent que **les peuples autochtones comprennent et gèrent leur environnement mieux que quiconque** : 80 % de la biodiversité de la Terre se trouve sur les territoires autochtones. Le meilleur moyen de protéger la biodiversité est donc de respecter les droits territoriaux des peuples autochtones, qui sont les meilleurs défenseurs de l'environnement.

Néanmoins, la "conservation-forteresse" reste, tout comme à l'époque coloniale, le modèle de conservation dominant aujourd'hui : un modèle qui crée des Aires protégées militarisées accessibles uniquement aux riches sur les terres des peuples autochtones. **Cette "conservation" détruit les terres et les vies de ces derniers.** Pourtant, c'est là qu'est dirigée la majeure partie des fonds occidentaux destinés à la protection de la nature.

Pourquoi ? Parce que **les idées reçues qui entretiennent ce modèle de conservation sont reproduites** dans les manuels scolaires, les médias, les documentaires sur la faune sauvage, les publicités d'ONG, etc. Les images sur la "nature" dont nous sommes abreuvés depuis l'enfance, et les mots que nous utilisons pour la décrire, façonnent notre façon de penser, nos politiques et nos actions.

Nous avons tendance à supposer que ces mots et ces images représentent la réalité, comme s'ils étaient neutres, objectifs ou "scientifiques". Mais ce n'est pas le cas.

L'histoire de la conservation est sombre : elle est enracinée dans **le racisme, le colonialisme, la suprématie blanche, l'injustice sociale, le vol de terres, l'extractivisme et la violence**. Aujourd'hui, les principales organisations de conservation (comme le WWF et la WCS) non seulement n'ont pas remis en question ce passé, mais continuent de le perpétuer. La conservation est une industrie, un commerce, souvent menée en "partenariat" avec de

grandes entreprises polluantes (c'est-à-dire en recevant de l'argent de leur part) et qui consiste à transformer la nature en une chose qui peut être consommée, principalement par des personnes blanches et riches. Cela fait partie d'un processus de **marchandisation de la nature** dans lequel elle est "valorisée", échangée et peut être exploitée.

Mais notre "nature" est la maison d'autres personnes. Elle est la base de leur mode de vie, le lieu de leurs ancêtres et leur fournit la plupart des choses dont elles ont besoin pour vivre.

Il est essentiel de réfléchir aux mots et aux concepts que nous utilisons lorsque nous écrivons ou parlons des questions environnementales. La violence et l'accaparement des terres auxquels sont confrontés des millions d'Autochtones et d'autres populations locales au nom de la conservation découlent en grande partie de ces concepts.

1

Définissons des termes de base



La “conservation-forteresse” La conservation coloniale

Le modèle de conservation le plus courant en Afrique et en Asie est connu sous le nom de “conservation-forteresse”. Il est appelé ainsi parce qu’il repose sur la violence et l’exclusion des populations autochtones et locales de leurs terres, qui sont “mises en réserve” spécifiquement dans le but de protéger la “nature” (voir “Nature”). Ce modèle traite la nature comme une chose qui serait distincte des humains. Au nom de la conservation-forteresse, des peuples autochtones et d’autres communautés locales ont été expulsés de leurs terres ancestrales, sont battus, torturés, tués et maltraités par des gardes armés (voir “Gardes forestiers”) s’ils tentent de chasser, de pratiquer leurs rituels ou de cueillir des plantes médicinales sur ces terres. Ces pratiques sont justifiées par les agences de protection de l’environnement au motif que les “humains” (c’est-à-dire les populations locales) constituent une menace pour l’environnement et que toute activité humaine est incompatible avec la protection de la nature. Ceci malgré les nombreuses preuves montrant que les peuples autochtones sont les meilleurs gardiens du monde naturel.

Paradoxalement, une fois qu’un parc national ou une réserve naturelle est établie, les mêmes agences de conservation ou agences gouvernementales — qui ont expulsé les populations locales — encouragent ensuite le tourisme, facilitent la chasse aux trophées, autorisent l’exploitation forestière, minière ou d’autres types d’extraction de ressources.

L’histoire de la “conservation” telle qu’elle est pratiquée aujourd’hui est sombre. Au XIXe siècle, les États-Unis ont créé les premiers parcs nationaux du monde sur des terres volées aux Autochtones. Les “pères” américains du mouvement de conservation (comme John Muir) considéraient que les terres autochtones étaient vides ou “sauvages” (voir “Nature sauvage”) et que les Autochtones qui y vivaient étaient des arriérés et des envahisseurs. Concrètement, de nombreux parcs nationaux américains ont contraint à l’exode, à la privation de terres et à la pauvreté les peuples mêmes qui avaient créé ces paysages riches en faune. De nombreux conservationnistes de premier plan ont également adopté les théories racistes les plus extrêmes de leur époque, comme l’auteur eugéniste Madison Grant, fondateur de la Wildlife Conservation Society (WCS).

Ce modèle de conservation, fondé sur le vol des terres de peuples considérés comme trop “primitifs” ou “inférieurs” pour s’en occuper, a été exporté dans le monde entier lors de l’expansion des empires coloniaux, notamment en Afrique et en Asie. À travers la création d’“Aires protégées” (voir “Aires protégées”), les élites coloniales ont exclu les populations locales de leurs terres ancestrales et des ressources naturelles dont elles dépendaient, les rendant responsables, ainsi que leurs connaissances (souvent dénigrées comme étant des superstitions), de la destruction de l’environnement que les colons eux-mêmes provoquaient. Les riches chasseurs coloniaux ont souvent joué un rôle central dans la création de “réserves de chasse” interdisant aux populations locales

L'industrie de la conservation

de chasser pour se nourrir sur les terres réservées à la chasse de l'élite coloniale et locale.

Encore aujourd'hui, la conservation est colonialiste : de nombreuses lois et politiques injustes créées à l'époque coloniale pour "protéger la nature" sont toujours en vigueur sans être aucunement remises en question. Plus important encore, elle repose sur la même idée raciste erronée selon laquelle on ne peut pas faire confiance aux peuples autochtones pour s'occuper de leurs propres terres et de la faune qui y vit, et que cela ne peut être fait que par des conservationnistes et des scientifiques occidentaux (ou influencés par l'Occident). Les partisans de la conservation continuent de traiter les premiers gardiens de la terre comme une "nuisance" qu'il faut "gérer" au lieu de les considérer comme des experts de la biodiversité locale et des partenaires clés de la conservation. La conservation-forteresse, comme le colonialisme, s'appuie sur une violence militarisée (voir "Gardes forestiers") pour imposer ses propres idées et contrôler les terres.

Les principales organisations internationales de conservation, qui ont été initiées ou parrainées par des chasseurs coloniaux puissants et influents (comme Theodore Roosevelt et le prince Philip), continuent de prôner une approche raciste de la conservation. Cette approche repose sur eux-mêmes et leur "expertise" (une approche du type "nous savons mieux que quiconque") plutôt que sur les communautés sur les terres desquelles se trouve la majeure partie de la biodiversité.

Dans de nombreux pays, la conservation est un secteur de plus en plus important de l'économie. Les parcs nationaux et les réserves naturelles sont considérés comme un générateur essentiel de revenus touristiques et d'autres types de revenus. Les projets de compensation carbone (voir "Compensation carbone") sont une autre source de revenus importante, dans lesquels des organisations comme le WWF jouent de plus en plus le rôle d'intermédiaires du carbone. Le WWF a adopté une approche de la conservation basée sur le marché et dispose de *business plans* pour ses principaux projets. Les grandes ONG de protection de la nature, telles que le WWF, la WCS et The Nature Conservancy, fonctionnent comme des entreprises commerciales (par exemple en vendant des marchandises, en promouvant des circuits touristiques et des séjours de vacances ou en s'associant à des sociétés d'exploitation forestière). C'est l'une des raisons pour lesquelles l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a accepté la plainte de Survival contre le WWF pour les violents abus et le harcèlement des Baka au Cameroun par des gardes forestiers financés par le WWF. En vertu de ses "Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales", l'OCDE a jugé que le WWF était une entreprise multinationale.



2

Termes à revoir

Les termes associés par paires ci-dessous sont **racialisés**, c'est-à-dire que **des termes différents sont utilisés en fonction de la personne à laquelle ils se réfèrent** : des termes relativement positifs ou neutres sont utilisés pour les Blancs et leurs activités, tandis que des termes négatifs ou péjoratifs sont utilisés pour les personnes autochtones et noires. Ils montrent comment le langage de la conservation est ancré dans les croyances **coloniales et racistes** et continue de les perpétuer.

Gibier vs Viande de brousse

La "viande de brousse", c'est-à-dire la viande d'animaux sauvages, est à la fois une source importante de protéines et un élément central de l'identité de nombreuses personnes dans le monde. L'utilisation de ce terme dans le milieu de la conservation a une tonalité particulièrement raciste. Par exemple, lorsque la viande issue de la chasse est servie dans des restaurants en Europe, elle est appelée "gibier" et elle est encensée. Mais lorsqu'elle est consommée par des Africains ou des Asiatiques, elle est généralement appelée "viande de brousse", un mot qui a invariablement une connotation négative et implique que sa capture a nécessité un "braconnage" (voir "Chasse vs Braconnage").

De nombreux Africains risquent des amendes, des coups, des peines de prison ou pire encore s'ils chassent des animaux sauvages pour nourrir leur famille. Cette connotation raciste et négative est étendue à l'expression "marchés humides", utilisée en référence à la vente et à la consommation de viande d'espèces sauvages en Asie. Ce terme n'est jamais utilisé pour décrire la consommation ou la vente de viande d'espèces sauvages en Occident.

Chasse vs Braconnage

Le terme "braconnage" a été utilisé pour criminaliser le mode de vie basé sur la chasse et la cueillette de nombreux peuples autochtones et les empêcher de chasser pour nourrir leur famille et de vivre de manière durable sur leurs terres ancestrales. Les touristes fortunés (en majorité des Blancs), quant à eux, sont autorisés à tuer la faune locale pour le sport et le plaisir, en échange d'argent, et appellent cette activité "chasse". En Afrique, par conséquent, la distinction entre la "chasse" acceptable et le "braconnage" criminel dans les médias et la littérature est définie par la race et le statut économique. En outre, lorsqu'elle utilise le mot "braconnage", l'industrie de la conservation ne fait pas la différence entre ceux qui chassent pour vivre de manière durable et les réseaux internationaux illégaux de commerce d'espèces sauvages qui, dans de nombreux cas, opèrent avec la complicité des autorités des parcs, des gardes forestiers et des hauts fonctionnaires. Les deux sont appelés braconniers mais renvoient à des réalités très différentes. Ce récit sert d'excuse à la militarisation de la conservation sur le terrain (voir "Gardes forestiers"). Pourtant, il est prouvé que les efforts et l'argent consacrés à la lutte contre le braconnage pourraient être mieux et plus efficacement dépensés dans des projets visant à changer les attitudes des acheteurs, à réduire la demande et à lutter contre les inégalités plutôt que dans la militarisation.

Exploration VS Invasion

Les populations autochtones et locales sont souvent qualifiées d'“envahisseurs” lorsqu'elles accèdent à leurs terres ancestrales, désormais transformées en Aires protégées, par exemple avec leur bétail. Mais lorsque des touristes payent pour faire un safari sur ces mêmes terres, ils sont qualifiés d'“explorateurs”. Les espaces de conservation sont conçus pour les touristes qui, dans de nombreux cas, représentent la seule présence humaine tolérée. Dans ce contexte, le terme “invasion” ne devrait pas être utilisé du tout, car il implique que les populations locales et autochtones “n'ont pas leur place” dans un endroit qui est leur foyer. C'est un terme qui est utilisé pour rationaliser et promouvoir les expulsions.



Fermiers VS Éleveurs pastoraux

Les deux termes sont utilisés en référence aux personnes possédant du bétail, mais le terme “fermiers” désigne les Blancs, tandis que “éleveurs pastoraux” désigne les Noirs et les Autochtones. Au Kenya et en Afrique du Sud, les “fermiers” (principalement des Blancs) sont généralement propriétaires de terres qui sont privatisées et reçoivent des subventions pour la “conservation”, tandis que les “éleveurs pastoraux” (généralement des Noirs ou des Autochtones) font paître leur bétail sur des terres communes (leurs droits territoriaux sont rarement reconnus) et sont souvent présentés sous un jour négatif par les conservationnistes, les médias et les autorités. Les “fermiers” s'engageraient dans une “intensification” de l'élevage, tandis que les “éleveurs pastoraux” noirs seraient responsables du “surpâturage”. Les lois territoriales, les droits de propriété et les administrateurs territoriaux n'ont cessé de marginaliser les éleveurs et de saper leurs moyens de subsistance. Les terres appartenant aux “éleveurs pastoraux” noirs sont donc “mises de côté” (retirées) pour la conservation, tandis que les terres appartenant aux “fermiers” blancs sont présentées comme un modèle de la conservation.

Voyageurs VS Nomades

En Afrique de l'Est, le mot “voyageur” est utilisé dans un sens positif pour décrire des personnes – généralement des touristes blancs – qui ont la liberté et le droit d'aller où elles le souhaitent. Le terme “nomade”, en revanche, est presque toujours utilisé de manière péjorative par les gouvernements qui veulent mettre fin et même criminaliser les modes de vie des chasseurs-cueilleurs et des éleveurs. Qualifier ces peuples de “nomades” implique qu'ils n'appartiennent pas à une région et n'ont donc aucun droit sur celle-ci, ce qui est à l'opposé de la vérité.

De nombreux programmes de conservation visent à expulser les chasseurs-cueilleurs et les éleveurs des zones de “conservation-forteresse”, comme les réserves de chasse, puis à les sédentariser, c'est-à-dire à les faire s'installer définitivement à un endroit. Ils sont ainsi contraints à des formes d'agriculture et d'élevage plus intensives et, comme ils n'ont plus la capacité vitale de se déplacer de façon saisonnière en fonction des pluies, leur sécurité alimentaire est diminuée, de même que leur résilience économique et climatique.

Coexistence humains-faune VS Conflit

Ces termes montrent qu'il y a deux poids, deux mesures dans les projets de conservation : en Europe, par exemple, les gens peuvent “coexister” avec la faune sauvage et il n'y a pratiquement aucune restriction pour entrer ou vivre dans les Aires protégées. En Afrique et en Asie, en revanche, on part généralement du principe que les peuples autochtones et les autres populations locales ne savent pas comment coexister avec la faune sauvage et qu'elles doivent être expulsées de leurs terres ; leur mode de vie est criminalisé. Le terme “conflit entre les humains et la faune” est souvent utilisé pour décrire deux faits apparemment opposés visant à justifier le point de vue des conservationnistes. D'une part, il s'agit d'un euphémisme utilisé pour dissimuler le fait que le soi-disant “conflit” n'est pas une condition naturelle de la vie des populations locales, mais un problème produit par les conservationnistes eux-mêmes — par exemple, lorsque les populations d'animaux sauvages (en particulier les éléphants, mais aussi d'autres grands mammifères) deviennent trop incontrôlables en raison de mesures de conservation strictes et détruisent ensuite les fermes et les moyens de subsistance des habitants locaux, voire tuent des personnes. D'autre part, les conservationnistes parlent également de “conflit entre les humains et la faune” pour désigner des événements que les peuples autochtones considèrent souvent comme faisant partie de leur vie quotidienne, comme le fait qu'une de leurs vaches soit mangée par un animal sauvage. Ce “conflit” est ensuite utilisé pour affirmer que les peuples doivent quitter leurs terres parce que la “nature” est un endroit dangereux pour eux.

* Qui en est digne ?



3

Clichés et concepts controversés

Vous trouverez ci-dessous quelques exemples de concepts problématiques et fallacieux qui, lorsqu'ils sont utilisés de manière superficielle ou lorsqu'ils sont mal définis, sont trompeurs. Ils nécessitent une attention particulière et une définition précise de la part de l'auteur qui les utilise.

Gardes forestiers

La conservation-forteresse est généralement appliquée de manière brutale par des agents militaires et paramilitaires de la conservation, parfois en collaboration avec l'armée et la police. Ce sont généralement eux qui, sur le terrain, expulsent, maltraitent et tuent les Autochtones lorsqu'ils tentent d'accéder à leurs terres ancestrales (à des fins alimentaires, rituelles ou autres). Ils sont désignés de manière trompeuse, comme des "rangers", des "gardes forestiers", des "gardes de parc" ou des "écogardes", mais sont souvent lourdement armés. Dans de nombreux cas, ils disposent d'une autorisation exceptionnelle de l'État pour exercer des violences, y compris des exécutions extrajudiciaires par le biais de politiques de "tir à vue" qui leur permettent d'abattre toute personne simplement soupçonnée de "braconnage" (voir "Braconnage"). D'autres pratiques d'application de la loi normalement désapprouvées – telles que les arrestations arbitraires, la torture, le harcèlement, les abus sexuels et l'expropriation, le tout sans poursuite, procès ou droit de recours légal – sont presque universellement tolérées lorsqu'elles sont menées par des "gardes forestiers". Même ceux dont le bilan en matière de droits humains est épouvantable sont souvent qualifiés de "héros" et de "défenseurs de l'environnement". Lorsqu'on parle des gardes forestiers, il est important de préciser le contexte et le bilan en matière de droits humains du parc où ils opèrent afin que cette violence ne soit pas dissimulée.

Aires protégées

Qu'est-ce que cela signifie dans le contexte des lieux dont nous parlons ?

Toutes les Aires protégées ne sont pas identiques. Une Aire protégée au Kenya est très différente d'une Aire protégée en France. En Europe, par exemple, aucun parc national ne peut être créé sans tenir compte des besoins des populations locales, généralement par le biais de consultations approfondies et de processus politiques, suivis de recours juridiques et de compensations en cas de problèmes. Il existe généralement très peu de restrictions pour entrer ou vivre au sein de ces Aires protégées. Habituellement, leur gouvernance et leur gestion supposent que l'on s'implique dans les intérêts de la communauté à un niveau stratégique.

En Afrique et en Asie, cependant, presque aucun parc n'a fait l'objet d'une véritable consultation des communautés (voir "Consultation"). Les Aires protégées de ce type sont généralement gérées par des agences gouvernementales et des ONG occidentales. Les communautés jouent rarement un rôle dans leur gestion. Les parcs sont généralement gérés selon le modèle de la "conservation-forteresse" : les populations locales et autochtones sont maltraitées, persécutées et expulsées par la force, la coercition ou la corruption.

Ces types de parcs excluent ou restreignent presque toujours les activités humaines, y compris tout ce que les peuples autochtones font pour nourrir leurs familles, comme la chasse, la culture de plantes, la cueillette et la pêche. En Europe, les parcs nationaux doivent généralement apporter un certain bénéfice aux habitants locaux, alors qu'en Afrique et en Asie ces parcs sont conçus contre les populations locales et autochtones.

Nature sauvage/vierge/ intouchée/intacte

On prétend souvent, à tort, que les terres autochtones sont "vierges" et "sauvages". Les environnements naturels les plus célèbres du monde, comme Yellowstone, l'Amazonie et le Serengeti, sont les terres ancestrales de millions d'Autochtones qui les ont façonnées, en ont été dépendants, les ont nourries et protégées pendant des millénaires. L'idée même de "nature sauvage", dans le sens d'une nature vierge, préservée de l'humain, est un mythe colonial : les terres ont été présentées comme vides afin de pouvoir être prises. Cela ressemble à la fiction juridique de la Terra Nullius, que les envahisseurs britanniques ont utilisée pour justifier le vol de terres et la colonisation de l'Australie, au motif fallacieux que la terre était vide de toute population.

L'idée de "nature sauvage" trouve son origine aux États-Unis à la fin du XIXe siècle, lorsque l'action des peuples autochtones nord-américains dans la création de paysages diversifiés au cours des millénaires précédents a été effacée de l'histoire pour être remplacée par l'idée que la "nature" (et Dieu) avait formé ces terres que les colons blancs étaient désormais chargés de protéger.

Cette idée occidentale est raciste et cherche à invisibiliser le rôle des peuples autochtones dans l'entretien et la gestion de leurs propres territoires, les régions les plus riches en biodiversité au monde. La "nature sauvage" dépeint la terre uniquement comme une "nature", plutôt que comme un paysage vécu et géré, dans lequel les humains représentent une partie fondamentale. Les conservationnistes décrivent souvent les forêts comme vierges afin de pouvoir poursuivre la création d'Aires protégées sans le consentement des populations locales, prétendant que personne n'y vit.

Nature

L'idée de "nature" comme quelque chose qui se trouve en dehors de l'humanité et qui en est distinct, est un concept crucial pour "l'industrie de la conservation" (voir "Industrie de la conservation"). La séparation entre l'humain et la nature va à l'encontre de notre propre expérience, comme le savent très bien les peuples autochtones depuis des générations. Les peuples autochtones ne se considèrent pas comme séparés de la nature : ils considèrent souvent les animaux sauvages comme des membres de leur propre famille, et l'humain et la nature comme formant un tout. De nombreux articles universitaires soulignent que la "nature" n'est pas une chose objective, mais quelque chose d'intégré et de créé par la culture et la perception. Ce qu'une personne considérera comme la "nature" sera vu par une autre personne comme son champ, sa ferme, son jardin ou son repas. Ce que beaucoup de gens en Occident considèrent comme la "nature" est en réalité souvent le résultat de millénaires de modifications et d'enrichissements de l'environnement par l'activité humaine et la gestion des terres. Des recherches ont montré que très peu d'endroits sur Terre n'avaient pas été fortement façonnés par l'activité humaine, y compris ceux que l'on décrit généralement comme "sauvages" (voir "Nature sauvage"), tels que les forêts tropicales et les savanes africaines.

Neutralité carbone

Le terme de "neutralité carbone" ne signifie pas réellement qu'une entreprise n'a aucune émission. Ce concept doit donc être clarifié lorsqu'il est utilisé. Le terme a été créé pour masquer le fait que les entreprises polluantes continuent à polluer, mais qu'elles achètent aussi des "compensations carbone" (voir "Compensation carbone") ailleurs.

Il s'agit de plus en plus souvent de crédits carbone issus de programmes dits de "Solutions fondées sur la nature" (voir "Solutions fondées sur la nature"), tels que la plantation d'arbres et "l'écologie de la restauration" (voir "Restauration").

Compensation carbone et crédits carbone

Le concept des projets basés sur la "compensation" repose sur l'idée que les entreprises et les gouvernements responsables d'une certaine quantité d'émissions de dioxyde de carbone peuvent financer des projets ailleurs qui sont censés "capturer" une quantité équivalente de carbone ou empêcher son rejet. Ils peuvent le faire en achetant des compensations sur le marché du carbone. L'utilisation de ces termes donne aux gens l'idée qu'il est possible de "compenser" les émissions, bien que cela pose de nombreux problèmes scientifiques et pratiques. En outre, la compensation des émissions de carbone permet aux véritables pollueurs d'éco-blanchir leur image – sans prendre de mesures pour réduire leurs émissions et en continuant à polluer.

Actuellement, il existe deux principaux moyens de compenser les émissions de carbone. Tous deux sont inefficaces et dangereux pour les peuples autochtones. De surcroît, ils détournent l'argent des réels efforts de réduction des émissions de combustibles fossiles. Nombre de ces systèmes sont désormais décrits comme des "Solutions fondées sur la nature" (voir "Solutions fondées sur la nature").

Les projets tels que REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière dans les pays en développement), qui sont censés empêcher la déforestation, génèrent des crédits carbone que les entreprises et les gouvernements peuvent acheter pour compenser leurs émissions de carbone. Les



**Pas la sécheresse mais le pillage" (slogan activiste
utilisé au Chili et au Mexique)

Solutions fondées sur la nature (SfN)

peuples autochtones ont exprimé à plusieurs reprises leurs inquiétudes concernant les projets REDD+. Ces projets mettent un prix sur leurs terres et leurs forêts, ce qui risque d'entraîner encore plus d'accaparements de terres. Une grande partie des forêts incluses dans les projets REDD+ sont des territoires appartenant à des populations autochtones ou locales. Ces projets détruisent leur mode de vie, car ils perdent le contrôle de leurs terres.

Une autre façon de "capturer" des quantités importantes de carbone consiste à planter des arbres. Mais de nombreux projets de compensation font des plantations en monoculture de quelques arbres à croissance rapide, tels que l'eucalyptus et l'acacia, ce qui est lucratif. En réalité, la plupart de ces plantations sont récoltées au bout de quelques années pour fabriquer des produits comme le papier et le charbon de bois, ce qui renvoie rapidement tout le carbone capturé dans l'atmosphère. En outre, bon nombre de nouvelles plantations sont davantage sujettes aux incendies et, dans tous les cas, devront croître pendant des décennies avant de commencer à absorber de grandes quantités de carbone. Le point le plus important est peut-être que remplacer des écosystèmes de nature différente, comme les prairies, par des programmes de plantation d'arbres détruit la biodiversité existante (voir "Boisement-Reboisement") et anéantit les moyens de subsistance des populations autochtones et locales qui dépendent des ressources naturelles de la région.

Ce concept n'a pas de définition universelle commune et sa signification doit être précisée avant son utilisation. Il désigne aujourd'hui l'utilisation de mécanismes tels que le fait de planter des arbres, restaurer des habitats et préserver des forêts pour absorber le CO₂ atmosphérique et s'adapter aux effets du changement climatique. Le concept a été développé à l'origine vers 2010 par des groupes internationaux de conservation et visait à montrer que les Aires protégées qu'ils géraient avaient le potentiel de jouer un rôle commercialement intéressant dans le stockage du carbone. Aujourd'hui, il est surtout utilisé pour redorer le blason du concept controversé et raté de REDD et pour faire de la publicité verte à l'arnaque tout aussi ratée de la "compensation carbone" (voir "Compensation carbone").

De nombreuses affirmations sur la capacité des SfN à atténuer le changement climatique ne sont pas étayées par des preuves scientifiques et sont fondées sur des documents erronés et frauduleux. Les projets de SfN ne s'attaquent pas aux véritables causes du changement climatique, à savoir les émissions provenant des combustibles fossiles et l'exploitation des ressources naturelles à des fins lucratives menée par les pays du Nord. De plus, leur utilisation contient rarement une explication quant à l'endroit où ces projets SfN seraient réalisés et quelles seraient les conséquences pour les personnes sur le terrain. Par exemple, il a été affirmé que les SfN pourraient fournir plus d'un tiers de la solution au changement climatique d'ici

Utilisation durable des ressources

Les personnes qui utilisent les ressources naturelles à petite échelle (par exemple, en coupant du bois pour faire du charbon de bois) voient leurs modes de vie durables interdits ou criminalisés parce qu'ils sont considérés à tort comme "arriérés" et "destructeurs" pour l'environnement. D'un autre côté, les grandes multinationales d'exploitation forestière qui s'associent à des ONG de protection de la nature et opèrent parfois à l'intérieur et autour des Aires protégées sont décrites comme pratiquant la "gestion durable des forêts". Elles peuvent même être "certifiées", par exemple par le Forest Stewardship Council (FSC), alors que cette industrie est l'un des principaux moteurs de la destruction des forêts. Cela est dû au fait que l'industrie génère d'énormes profits pour les multinationales et les ONG de conservation.



LES TERRES DE QUI ?



Surpopulation

Le concept de "surpopulation" est idéologique et fondamentalement raciste, surtout lorsqu'il est désigné comme l'une des principales causes des problèmes environnementaux de la planète. Le terme est presque toujours utilisé en relation avec l'idée d'une population croissante de personnes de couleur/"racisées" en Afrique et en Asie (et non de personnes blanches). Très souvent, il est utilisé pour détourner la faute des principaux responsables des crises du climat et de la biodiversité et pour criminaliser ceux qui y contribuent le moins et en subissent plus cruellement les conséquences (les peuples autochtones et autres communautés locales). La véritable cause de la perte de biodiversité, de la pollution et du changement climatique n'est pas le nombre croissant de personnes dans les pays dits du Sud, mais l'exploitation des ressources à des fins lucratives et la surconsommation croissante menée par les pays du Nord. Les récits du "trop grand nombre" peuvent avoir des conséquences terribles : dans plusieurs pays, y compris aux États-Unis, les femmes autochtones et les femmes noires ont été spécifiquement ciblées pour des stérilisations forcées et même à leur insu. Le WWF a mené des programmes de contrôle des naissances, y compris des stérilisations, en Asie et en Afrique dans le cadre de ses projets Population, Santé et Environnement (PHE), parrainés par Johnson & Johnson et l'USAID, affirmant que « nous considérons que cette approche offre un potentiel considérable pour obtenir de meilleurs résultats en matière de conservation d'une manière innovante ».

Consultation/ Consentement

Nous entendons souvent les mots consultation et participation lorsqu'il s'agit de projets de conservation qui impactent les terres autochtones. La consultation et la participation sont bien sûr importantes, mais pas suffisantes. Le droit international stipule que tout projet se déroulant sur des territoires autochtones doit obtenir le consentement libre, informé et préalable (CLIP) des peuples autochtones. Cela signifie qu'ils ont également le droit de refuser tout projet concernant leurs terres, y compris les Aires protégées. Les projets qui prétendent avoir "consulté" les peuples concernés peuvent être illégitimes, car ils n'ont pas obtenu leur consentement libre, informé et préalable. Chaque partie du CLIP est essentielle : il existe des exemples d'organisations de conservation de la nature qui cherchent à obtenir le CLIP des années après la création d'une Aire protégée, et alors même que les gardes ont commis des violences à l'encontre de la population. Dans une telle situation, aucun consentement ne peut être considéré comme "libre" ou "préalable". Même lorsque le CLIP est obtenu, il ne doit pas être considéré comme un processus unique, mais comme un processus continu — un consentement libre, informé, préalable et continu, dans le cadre duquel les communautés autochtones ont le droit de revenir sur des décisions antérieures.

“Relocalisation volontaire”

La “relocalisation volontaire” implique que les gens aient donné leur consentement libre, informé et préalable (voir “Consultation”) pour quitter leurs maisons, leurs terres et, généralement, leur mode de vie, pour laisser place à la conservation de la nature. Cela est hautement improbable, en particulier dans le cas de communautés qui entretiennent un lien fort et sacré avec leurs terres ancestrales. En réalité, la plupart des soi-disant “réinstallations volontaires” sont des expulsions forcées où les gens ont été menacés, harcelés et soudoyés pour “accepter” d’être “réinstallés” – souvent sans avoir été informés qu’ils avaient le droit de dire non.

Dans de nombreux cas, les peuples autochtones “acceptent” de se déplacer parce que leur vie est rendue impossible par les conservationnistes, les gardes forestiers violents et les gouvernements : ils ne peuvent pas chasser, ne peuvent pas collecter les produits de la forêt, ne peuvent pas construire leurs maisons ou aller à l’école et ils sont battus, maltraités et emprisonnés s’ils essaient de le faire. Il n’y a rien de “volontaire” dans tout cela. Des promesses de terres, d’équipements et d’indemnités sont parfois faites pour inciter les gens à quitter leur foyer, mais elles ne se concrétisent presque jamais.

Il est important, avant d’utiliser ces mots, d’examiner le contexte et de décrire avec précision ce qui s’est déroulé sur le territoire.

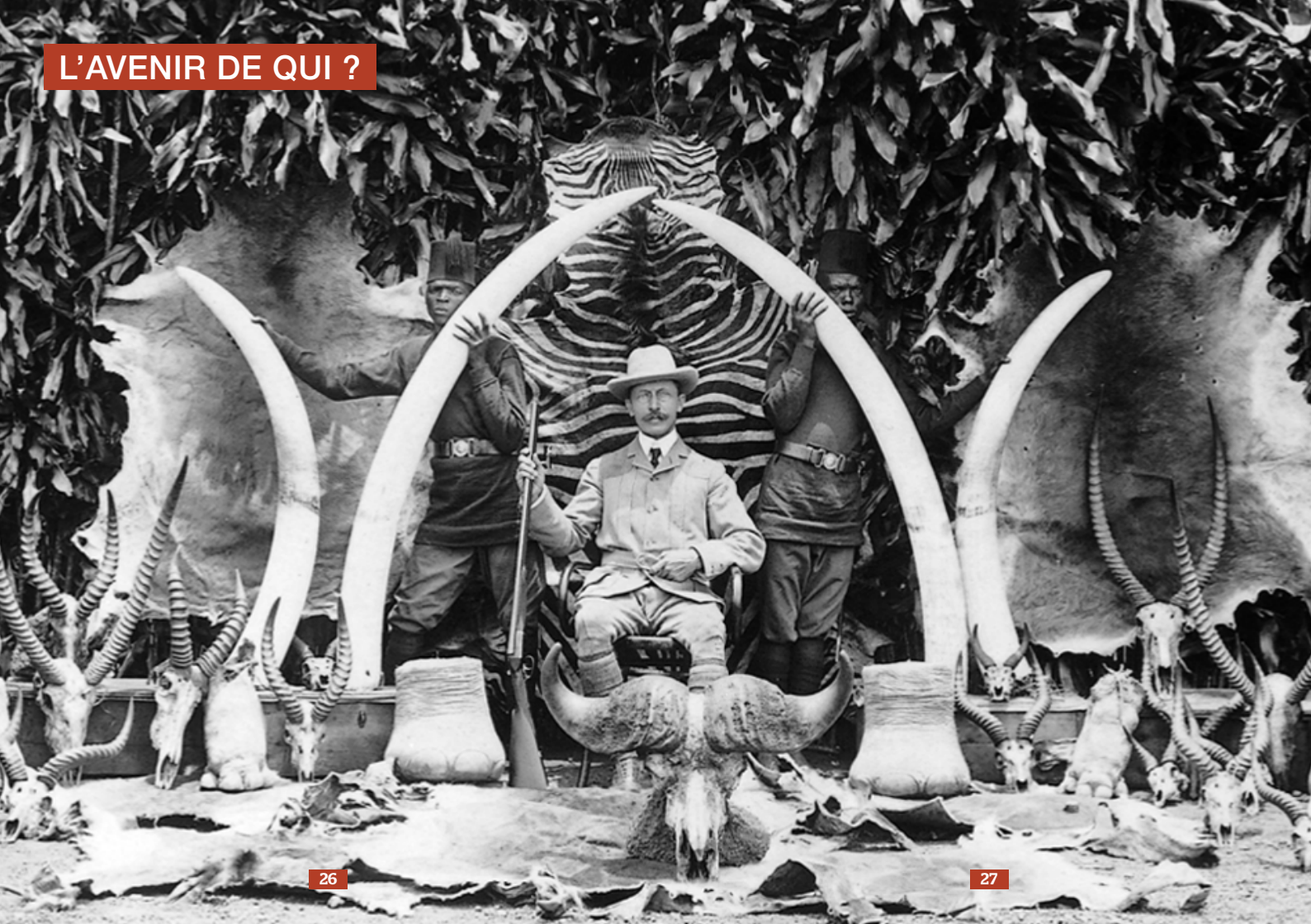
Restauration

La “restauration écologique” est un terme de plus en plus populaire, en particulier dans le cadre de programmes visant à générer des crédits carbone (voir “Compensation carbone”) ou à servir d’autres objectifs regroupés sous la bannière des “Solutions fondées sur la nature” (voir “SfN”). Étant donné que la plupart des écosystèmes de la Terre sont depuis longtemps modifiés par l’humain, le choix de l’état et de l’époque auxquels l’écosystème doit être “restauré” est très controversé et arbitraire. Cependant, il est important de remarquer que les conservationnistes pensent pouvoir et devoir déterminer cela, quelles que soient les conditions écologiques créées par les communautés locales. Il est probable que de nombreuses prairies considérées comme dégradées seront “restaurées” par le biais d’un boisement stockant du carbone (voir “Reboisement-boisement”), même s’il n’y a pas d’historique récent de couverture arborée permanente dans la zone.

S’il est vrai que de nombreux écosystèmes ont été endommagés et peuvent être réparés, ce terme peut également fournir une excuse supplémentaire pour expulser, criminaliser, sédentariser ou cibler de toute autre manière le mode de vie des peuples autochtones et des communautés locales. Les éleveurs, en particulier, sont diabolisés pour le “surpâturage” (voir “Éleveurs pastoraux”), même si les systèmes d’élevage pastoraux sont hautement adaptatifs pour être durables. En outre, ceux qui pratiquent l’agriculture itinérante dans les zones forestières tropicales sont accusés de “dégrader” les écosystèmes forestiers.

Cette forme d’agriculture, qui peut être très durable, est presque universellement décrite par les conservationnistes par le terme péjoratif de “culture sur brûlis”. L’objectif de la “restauration” est donc d’empêcher de telles activités et de “rétablir” l’écosystème dans un état que des intérêts extérieurs considèrent comme étant son état “naturel” (c’est-à-dire précédant l’intervention humaine). Le terme “restauration” est porteur d’injustice, car il suppose que ce qui existe in situ (les peuples autochtones et leurs moyens de subsistance) est “un problème”.





Reboisement/ Boisement

On a tendance à croire que planter des arbres est toujours une bonne idée. Mais les questions fondamentales à se poser sont les suivantes : de quel type d'arbres s'agit-il ? Où les arbres seront-ils plantés ? Pourquoi et par qui ?

Le "boisement" consiste à planter des arbres là où, historiquement, il n'y en a pas eu, tandis que le "reboisement" consiste à planter là où il y avait des arbres dans le passé. Souvent, le "reboisement" et le "boisement" sont utilisés par les gouvernements, les industries minières et d'autres industries destructrices comme une "solution" pour aider à atténuer les effets néfastes de leurs activités et comme un outil pour atteindre la neutralité carbone (voir "Neutralité carbone"). En fait, les mesures de "reboisement" et de "boisement" peuvent être utilisées pour justifier la destruction de forêts et d'écosystèmes à un endroit, sous prétexte qu'ils seront "recrétés" ailleurs. C'est un problème pour de multiples raisons. Tout d'abord, la destruction d'une forêt dans une zone peut avoir un impact permanent sur le mode de vie des peuples autochtones et sur la relation sacrée et unique qu'ils entretiennent avec leur terre. En outre, un écosystème qui a nécessité des milliers d'années de gestion attentive pour se développer, avec sa richesse en flore et en faune, ne peut pas simplement être "recréé" ailleurs. Le "reboisement" et le "boisement" peuvent également être utilisés comme une "Solution fondée sur la nature" (voir "StIN"), permettant aux entreprises polluantes de prétendre faussement que la plantation d'une certaine quantité d'arbres

peut contribuer à absorber leurs émissions de carbone.

Par ailleurs, la notion générale selon laquelle planter n'importe quel type d'arbre sur n'importe quel type de terrain est une bonne idée est fortement rejetée par les experts des forêts et des sols. Les programmes de "reboisement" et de "boisement" peuvent être préjudiciables à la biodiversité d'une zone, car ils consistent souvent en des monocultures, généralement constituées d'espèces non indigènes, qui déplacent la flore et la faune indigènes et ne ressemblent en rien à l'écosystème d'origine. C'est également le cas des savanes et des prairies, qui sont la cible de projets de "boisement". Les efforts de "boisement" peuvent également être utilisés pour justifier l'expulsion des peuples autochtones de leurs terres, qui sont alors considérées comme "vides" et adaptées aux plantations d'arbres.

Plus de ressources sur la conservation coloniale :

<https://www.survivalinternational.fr/textes/ressources-colonialisme-vert>

Photos

Couverture

Fille hamar au marché de Turmi, Éthiopie /
© Jenny Borgerhoff Mulder / Survival 2013

P. 6

Massai
Jenu Kuruba, Réserve de tigres de Nagarhole,
Inde / © Survival International

P. 9

Baka, forêt de Messok Dja, République du
Congo / © Survival International

P. 14

Femme et enfant Baka, forêt de Messok Dja,
République du Congo / © Survival International

P. 22

Yanomami, Brésil / © Survival International

P. 26

Gouverneur britannique Sir Hesketh Bell avec
des trophées de chasse, Ouganda, 1908 /
© Wikimedia Commons

Toutes les autres sont libres de droits
ou des images open source provenant de
Wikimedia Commons, Pexels, Canva,
Oldbookillustrations et Unsplash.

Quiconque se soucie réellement de la planète doit cesser de soutenir toute forme de “conservation” qui blesse, aliène et détruit les peuples autochtones, les meilleurs alliés de l’environnement.

Depuis plus de trente ans, Survival fait campagne contre les atrocités commises au nom de la “conservation”.

Rejoignez-nous maintenant pour décoloniser la conservation de la nature (#DecolonizeConservation) et défendre une nouvelle approche où les peuples autochtones et leurs droits ont une place centrale.

Ils étaient des experts de la conservation bien avant que le mot “conservation” ne soit inventé.

#DecolonizeConservation

svlint.org/decoloniser

Survival



Depuis 1969 | Bureaux à Londres, Berlin,
Madrid, Milan, Paris et San Francisco
Des sympathisants dans plus de 100 pays
Reconnue d'utilité publique